

**" Compagnie du Bois Sauvage "**  
en abrégé "Cie du Bois Sauvage"  
société anonyme  
à (1000) Bruxelles, rue du Bois Sauvage 17  
TVA BE 0402.964.823  
RPM Bruxelles

---

Constituée le 30 avril 1957 devant le notaire Albert Daerden, ayant résidé à Bruxelles, par acte publié à l'annexe au Moniteur belge du 15/05/1957 sous le n° 12.022.

Actes modificatifs publiés à l'annexe au Moniteur belge du 20/01/1973 sous le n° 177-13, du 26/11/1983 sous le n° 2838-7, du 05/06/1984 sous le n° 1915-4, du 03/01/1986 sous le n° 860103-44, du 26/04/1986 sous le n° 860426-231, du 11/07/1986 sous le n° 860711-141, du 03/10/1986 sous le n° 861003-67, du 28/11/1986 sous le n° 861128-150, du 01/01/1987 sous le n° 870101-616, du 13/06/1987 sous le n° 870613-183, du 19/01/1989 sous le n° 890118-58, du 20/10/1989 sous le n° 891020-36, du 24/01/1990 sous le n° 900124-254, du 25/05/1990 sous le n° 900525-554, du 22/06/1991 sous le n° 910622-207, du 10/03/1992 sous le n° 920310-410, du 03/01/1993 sous le n° 930130-190, du 09/06/1994 sous le n° 940609-11, du 11/08/1994 sous les n° 940811-56 et 138, du 03/01/1995 sous le n° 950103-566, du 16/04/1995 sous le n° 950411-6, du 20/05/1995 sous le n° 950520-261, du 27/07/1995 sous le n° 950727-196, du 20/01/1996 sous le n° 960120-718, du 04/06/1996 sous le n° 960604-3, du 03/07/1996 sous le n° 960730-210, du 23/10/1996 sous le n° 961023-187, du 11/02/1997 sous le n° 970211-10, du 12/02/1998 sous le n° 980212-129, du 27/01/1999 sous le n° 990127-306, du 26/01/2000 sous le n° 20000126-419, du 25/05/2000 sous le n° 20000525-173, du 10/06/2000 sous le n° 20000610-005, du 24/01/2001 sous le n° 20010124-507, du 20/07/2001 sous le n° 20010720-1207, du 06/10/2001 sous le n° 20011006-486, du 20/03/2002 sous le n° 20020320-235, du 30/08/2002 sous le n° 20020830-283, du 31/08/2002 sous le n° 20020831-105, du 31/03/2003 sous le n° 03036795, du 23/05/2005 sous le n° 05071741, du 01/12/2005 sous le n° 05172151, du 27/02/2006 sous le numéro 06040564, du 16/03/2006 sous le numéro 06050424, du 26/05/2006 sous le numéro 06088335, du 20/05/2008 sous le numéro 08073555, et pour la dernière fois par acte reçu par Maître François Herinckx, Notaire associé à Bruxelles, le 3/07/2008, dont un extrait sera déposé au greffe du tribunal de commerce compétent en vue de sa publication à l'annexe au Moniteur belge.

---

**COORDINATION DES STATUTS**  
suite à l'acte du 3 juillet 2008

---

**STATUTS**

**CHAPITRE I**

Article 1: La dénomination est "Compagnie du Bois Sauvage", en abrégé "Cie du Bois Sauvage".

La société est une société anonyme qui fait appel public à l'épargne au sens de l'article 438 du Code des Sociétés.

Article 2: Le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Bois Sauvage 17.

Il pourra être transporté partout ailleurs en Belgique, par simple décision du conseil d'administration publiée au Moniteur belge.

Article 3: La société agissant tant pour elle-même que pour compte de tiers, a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises industrielles, commerciales, civiles, agricoles ou financières, tant en Belgique qu'à l'étranger; l'acquisition, la gestion et la vente de toutes valeurs mobilières ou de tous biens meubles belges ou étrangers ainsi que de toutes valeurs immobilières ou de tous immeubles; l'acquisition, la mise en valeur ou l'exploitation, tant pour elle-même que pour autrui de tous brevets, licences et marques de fabrique.

Elle peut faire toutes opérations civiles, commerciales, mobilières, immobilières, industrielles ou financières, se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie à l'une ou l'autre branche de son objet.

La société pourra absorber ou se fusionner avec toute société ayant un objet semblable ou similaire.

Article 4: La société est constituée pour une durée illimitée.

## **CHAPITRE II** **CAPITAL – APPORTS**

Article 5: Le capital est fixé à cent dix-huit millions sept cent soixante-cinq mille neuf cent soixante euros (Eur 118.765.960) représenté par un million cinq cent soixante-deux mille sept cent dix (1.562.710) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées, représentant chacune un/un million cinq cent soixante-deux mille sept cent dixième (1/1.562.710ème) du capital social.

Article 6: Les dates de publications au Moniteur belge des différentes modifications du capital social de la société sont reprises en préambule aux statuts.

Article 7: Le capital pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision d'une assemblée générale statuant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

L'augmentation peut se faire par la création de nouvelles parts sociales du même type que les parts sociales existantes ou de parts sociales jouissant d'autres droits ou représentant une quotité différente du capital social, ces parts sociales pouvant être libérées, soit en numéraire, soit au moyen de réserves de la société, soit par des apports en nature.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale prise dans les conditions prescrites pour les modifications aux statuts, la souscription des parts sociales émises contre espèces sera réservée à titre irréductible aux actionnaires anciens, au prorata de leur part dans le capital social au moment de l'augmentation de capital.

Lors de chaque augmentation de capital, le conseil d'administration peut conclure, aux conditions qu'il juge convenir, toutes conventions en vue de garantir la réalisation de

l'augmentation, notamment en faisant souscrire le capital nouveau, à des conditions à fixer par lui, par un ou plusieurs garants, à charge pour ces derniers, si l'assemblée n'en décide autrement, d'offrir aux porteurs de parts sociales anciennes de leur rétrocéder les parts nouvelles à titre irréductible.

#### Capital autorisé

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, pour le porter à montant maximal de deux cent trente et un millions six cent dix-huit mille neuf cent soixante-huit euros (Eur 231.618.968).

Ces augmentations de capital pourront être réalisées par souscriptions en espèces, apports en nature ou incorporations de réserves.

Dans les limites de cette autorisation, le conseil d'administration pourra émettre des obligations convertibles en actions ou des droits de souscription, dans le respect des dispositions des articles 489 et suivants, 496 et suivants, et 583 du Code des sociétés.

En cas d'augmentation de capital assortie de primes d'émission, celles-ci devront être comptabilisées à un compte de réserves indisponibles.

De même, en cas d'émission de droits de souscription, leur prix d'émission devra être comptabilisé à un compte de réserves indisponibles.

A l'occasion de toute émission d'actions, d'obligations convertibles ou de droits de souscription, le conseil d'administration pourra limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, qu'elles soient membres ou non du personnel de la société ou de ses filiales, selon les modalités qui seront arrêtées par le conseil et moyennant, le cas échéant, le respect des dispositions de l'article 598 du Code des sociétés.

La présente autorisation est valable pour une durée de cinq ans à dater de la publication de la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui confère cette autorisation.

Le conseil d'administration fait les appels de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées au moment de leur souscription et détermine les époques de versement.

Les primes d'émission à la suite de toutes augmentations de capital seront comptabilisées à un compte indisponible "Primes d'émission" qui constitue à l'instar du capital social, la garantie des tiers et dont il ne pourra être disposé, sauf la faculté de les convertir en capital, que conformément aux dispositions prévues pour la modification des statuts par le Code des Sociétés.

Article 8: Les parts sociales sont nominatives jusqu'à leur libération complète.

Les parts sociales entièrement libérées, de même que les autres titres, revêtent la forme au porteur, la forme nominative ou la forme dématérialisée.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et les débiteurs gagistes doivent, pour l'exercice de leurs droits, désigner une seule personne comme propriétaire à l'égard de la société, faute de quoi l'exercice des droits y afférents sera suspendu.

Ces dispositions sont applicables également aux autres titres émis par la société.

Les héritiers ou créanciers ne peuvent provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, ni frapper ces derniers d'opposition, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation, ni enfin, s'immiscer en aucune manière dans l'administration sociale; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux comptes annuels et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article 9: La société peut, aux conditions et dans les limites fixées par la loi, acquérir ses propres parts sociales.

Les porteurs de titres peuvent, dans les limites légales et à leurs frais, demander la conversion de leurs parts dans l'une des autres formes prévues par le Code des sociétés.

Toutefois, les titres qui sont au porteur, déjà émis et inscrits en compte-titres existent sous forme dématérialisée par l'effet de la conversion de plein droit visée à l'article 5 de la loi portant suppression des titres au porteur. Le titulaire du compte ne supporte aucun frais en raison de la conversion de plein droit.

### **CHAPITRE III** **ADMINISTRATION – SURVEILLANCE**

Article 10: La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

La durée du mandat des administrateurs ne peut excéder six ans.

Les mandats des administrateurs sortants non réélus cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa plus prochaine réunion.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, celui qui est élu en remplacement d'un administrateur dont le terme du mandat n'est pas expiré achève le terme de celui qu'il remplace.

Article 11: Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration, de gestion et de disposition qui intéressent la société.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale.

Article 12: Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou d'un administrateur-délégué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs au moins le demandent.

Les membres du conseil ont le droit, en cas d'absence ou d'empêchement, de se faire représenter par un de leurs collègues qui, cependant, ne pourra jamais exercer qu'un double droit de vote; le mandat restera annexé au procès-verbal de la réunion.

Le conseil ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas prises en considération; en cas de parité des voix, celle du président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

Les décisions du conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial, tenu au siège social de la société et signé par tous les membres ayant pris part à la délibération; les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par un des membres du conseil.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé éventuel.

#### Article 13: Présidence

Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres.

Le conseil d'administration peut également élire parmi ses membres un vice-président.

En cas d'empêchement du président, les réunions sont présidées par le vice-président ou, à défaut de désignation ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un autre membre désigné lors de la réunion pour le remplacer.

#### Article 14: Comité de direction

Conformément au Code des sociétés, le conseil peut déléguer ses pouvoirs de gestion à un comité de direction. Il détermine ses pouvoirs dans les limites des prescrits légaux, ainsi que son mode de fonctionnement.

Il fixe les conditions de désignation de ses membres, leur révocation, leur rémunération et la durée de leur mission.

#### Article 15: Délégation journalière

Le conseil peut conférer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personne(s), agissant conjointement et/ou isolément, choisie(s) hors ou dans son sein.

Lorsque le conseil confie la gestion journalière à un organe statuant collégalement, celui-ci est dénommé comité exécutif. Le conseil détermine sa composition, désigne son président et fixe son mode de fonctionnement.

Le conseil fixe les pouvoirs, les conditions de désignation, les modalités de révocation, la rémunération et la durée de la mission des délégués à la gestion journalière et des membres du comité exécutif.

#### Article 16: Comité consultatif

Le conseil peut créer en son sein et sous sa responsabilité un ou plusieurs comité(s) consultatif(s) dont il définit la composition, la mission et le mode de fonctionnement. Il désigne leur président.

Il détermine les modalités de révocation, la rémunération et la durée de la mission des membres de ces comités.

#### Article 17: Représentation

Sans préjudice des pouvoirs de représentation conférés dans le cadre de délégation spéciale, tous actes quelconques engageant la société, même ceux qui excèdent la gestion journalière, sont signés par :

- soit deux administrateurs agissant conjointement;
- soit un administrateur-délégué;
- soit, dans les limites de la délégation de pouvoirs au comité de direction, par deux membres du comité de direction, agissant conjointement.

Ceux-ci n'ont à justifié de leur qualité et de leur pouvoir que par la publication de leur nomination au Moniteur belge.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées et suivies, au nom de la société, soit par le conseil d'administration, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur-délégué. Les pièces de décharge pour postes, chemins de fer, télégraphes, téléphones, messagerie et douanes peuvent être signées par un seul mandataire de la société, poursuites et diligences de deux administrateurs.

La société est également représentée dans les actes relevant de la gestion journalière par la ou les personne(s) chargée(s) de cette gestion par le conseil d'administration en vertu de l'article 15 des statuts; les résolutions du conseil et la publication de celles-ci indiquent si leur pouvoir de représentation est exercé isolément ou conjointement.

Article 18: Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est conféré à un commissaire nommé par l'assemblée générale des actionnaires et choisi parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises.

Le commissaire est nommé pour une durée de trois ans. Il est rééligible.

Il n'est révocable par l'assemblée générale des actionnaires que pour juste motif et suivant les modalités prévues par le Code des Sociétés.

Si, par suite de décès ou autrement, il y avait impossibilité pour le commissaire d'exercer ses fonctions, le conseil d'administration devrait convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir à cette vacance.

L'assemblée générale fixe les émoluments du commissaire dans le respect des normes de révision établies par l'institut des réviseurs d'entreprises. Ces émoluments consistent en une somme fixe, établie au début du mandat. Ils ne peuvent être modifiés que du consentement des parties.

#### **CHAPITRE IV** **ASSEMBLEES GENERALES**

Article 19: Les assemblées générales se tiennent au siège social ou en tout autre lieu désigné par le conseil d'administration et indiqué dans les avis de convocation.

L'assemblée générale ordinaire se réunit le quatrième mercredi du mois d'avril à 10 h 30 du matin pour entendre et discuter le rapport de gestion, les comptes annuels et le rapport du commissaire, et pour procéder aux nominations statutaires. Si ce jour était férié, l'assemblée se réunirait de plein droit le premier jour ouvrable suivant.

L'ordre du jour des assemblées générales est arrêté par le conseil d'administration qui détermine également le délai et le lieu de dépôt des titres au porteur.

Les propriétaires de parts dématérialisées doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, avoir déposé au siège social ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation, une attestation établie par le teneur de compte agréé ou l'organisme de liquidation des transactions sur valeurs mobilières dématérialisées, constatant l'indisponibilité, jusqu'à la date de l'assemblée générale, des actions dématérialisées.

Les porteurs de titres nominatifs notifieront par écrit au conseil d'administration leur intention de participer à l'assemblée et le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote cinq jours francs avant la date fixée pour celle-ci.

Article 20: L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par un administrateur-délégué ou un administrateur délégué par ses collègues.

Le président nomme le secrétaire; l'assemblée désigne les scrutateurs.

L'assemblée délibère, quelle que soit la portion du capital représentée, à la simple majorité des voix.

Chaque part sociale donne droit à une voix, sans préjudice aux dispositions du Code des Sociétés.

Les actionnaires votent par eux-mêmes ou par mandataires. Tout mandataire doit remplir les conditions requises pour être admis à l'assemblée.

La forme de la procuration peut être imposée par le conseil d'administration.

Sont assimilées aux modifications aux statuts, la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction de capital.

Article 21: Quels que soient les objets à l'ordre du jour, le conseil d'administration a le droit d'ajourner toute assemblée ordinaire ou extraordinaire; il peut user de ce droit à tout moment, mais seulement après l'ouverture des débats. Sa décision doit être notifiée par le président, avant la clôture de la séance et mentionnée au procès-verbal de celle-ci. Cette notification comporte annulation de plein droit, de toutes les délibérations quelconques adoptées au cours de la séance.

Les actionnaires devront être convoqués à nouveau à trois semaines, avec le même ordre du jour, complété s'il y a besoin et cette nouvelle assemblée ne pourra être ajournée.

Les formalités remplies pour assister à la première séance, y compris le dépôt des titres et des procurations, resteront valables pour la seconde.

Article 22: Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans les procès-verbaux signés par les membres du bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à délivrer aux tiers sont signés par deux administrateurs.

## **CHAPITRE V** **BILAN – REPARTITION**

Article 23: L'année sociale commence le premier janvier et prend fin le trente-et-un décembre.

A cette date, le conseil d'administration établit, ordonné de la même manière que le plan comptable applicable à la société, un inventaire complet de ses avoirs et droits, de ses dettes, obligations et engagements relatifs à son activité, et des moyens propres qui y sont affectés.

Il dresse le bilan et le compte de résultats, ainsi que l'annexe, dans la forme et avec le contenu imposés par les dispositions légales et réglementaires applicables à la société.

Il remet les pièces avec le rapport de gestion visé à l'article 92 du Code des Sociétés, dans le délai légal, au commissaire qui fera son rapport conformément à l'article 144 du même Code.

Article 24: L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des amortissements, réductions de valeur et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1. cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital.

2. éventuellement, telle somme que l'assemblée générale délibérant à la simple majorité des voix déciderait, sur la proposition du conseil d'administration, d'affecter à des fonds de réserve ou de prévision ou à un report à nouveau.

3. du surplus, il est attribué cinq pour cent au conseil d'administration à répartir entre les administrateurs, selon un règlement particulier à arrêter en conseil d'administration.

4. les quatre-vingt-quinze pour cent restants sont répartis par parts égales entre toutes les parts sociales.

Article 25: Le paiement des dividendes se fait aux époques fixées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut distribuer un acompte sur dividendes aux conditions et modalités prévues par le Code des Sociétés.

## **CHAPITRE VI** **DISSOLUTION – LIQUIDATION**

Article 26: En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la liquidation sera opérée par les soins du conseil d'administration, à moins que l'assemblée ne désigne un ou plusieurs liquidateurs, dont elle déterminera les pouvoirs en réglant le mode de liquidation à la simple majorité des voix.

L'assemblée conserve le pouvoir de modifier les statuts si les besoins de la liquidation le justifient.

Après paiement de toutes dettes de la société, l'excédent sera réparti par parts égales entre toutes les parts sociales soit en espèces soit en titres d'une autre société. Si toutes les parts sociales ne se trouvent pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs devront tenir compte de cette diversité de situation et établir l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres libérés dans une proportion moindre soit par des remboursements préalables au profit des parts sociales libérées dans une proportion supérieure.

## **CHAPITRE VII**

Article 27: Pour tout ce qui est relatif à l'exécution des présents statuts et pour tous conflits qui pourront surgir, les administrateurs et les actionnaires font élection de domicile au siège social où toutes communications, significations et assignations seront valablement faites.

### **POUR COORDINATION CONFORME DES STATUTS.**

Bruxelles, le 3 juillet 2008

Vincent DOUMIER  
Administrateur-délégué